

L'injustice pour ceux qui réclament la justice

L'organisation Human Rights Watch dénonce la pratique généralisée de l'incarcération des gêneurs de toutes sortes dans des lieux de détention illégaux.

Ils font des milliers de kilomètres jusqu'à Pékin pour faire part de leurs doléances aux autorités. **Victimes d'expropriations, d'expulsions ou d'abus** par des représentants locaux, ils **viennent demander justice**, mais bon nombre d'entre eux atterrissent dans des prisons sordides et clandestines où ils **peuvent être volés, battus, torturés, violés, privés de nourriture**, de sommeil ou de soins médicaux. Le gouvernement chinois dément fermement l'existence de telles geôles. *Il n'existe rien de tel en Chine*, déclarait en avril un représentant du ministère des Affaires étrangères.

Les prisonniers rescapés de ces prisons illégales ont raconté dans le détail les horreurs qu'ils ont subies. Une femme de 46 ans, originaire de la province du Jiangsu, à plus de 1 000 kilomètres au sud-est de la capitale chinoise, se souvient avec effroi de son enlèvement. *"Deux hommes m'ont tirée par les cheveux et m'ont jetée dans une voiture*, explique-t-elle. *J'avais les mains liées et je ne pouvais pas bouger*. Ensuite, [de retour au Jiangsu], *ils m'ont laissée dans une pièce où deux femmes m'ont déshabillée, avant de me frapper à la tête et sur tout le corps*." Une autre femme, originaire de la même province, s'est rendue à Pékin pour se plaindre d'avoir été illégalement expulsée de sa maison, qui a ensuite été démolie. A son retour, elle a été accueillie à la gare par quatre inconnus. **Elle a passé 36 jours dans une prison clandestine** du Jiangsu.

Depuis des milliers d'années, les citoyens ordinaires désirent obtenir justice peuvent s'adresser directement aux autorités de Pékin. Cette tradition a survécu au communisme. Longtemps les plaignants se sont exprimés lors de la session parlementaire, qui se réunit une fois par an, en mars. Le Premier ministre, Wen Jiabao, a fait l'éloge de ce système qualifié de *"mécanisme de résolution des conflits et [de] soutien à l'expression publique de requêtes et d'intérêts par des moyens légaux"*. Dans un rapport intitulé "Le chemin de l'enfer", l'organisation Human Rights Watch **révèle** toutefois que, **au lieu d'être écoutés, ces citoyens sont souvent enfermés** dans des cellules improvisées dans des dépôts sordides, des hôtels miteux, des pensions appartenant à l'Etat, des cliniques ou des hôpitaux psychiatriques [de tels cas ont déjà été dénoncés et largement commentés par la presse chinoise]. Des représentants officiels du gouvernement, des agents de police ou des voyous engagés pour l'occasion ont pour mission de les capturer, de les emprisonner et de **les intimider jusqu'à ce qu'ils renoncent à demander justice**.

L'existence de prisons clandestines en plein centre de Pékin réduit à néant tous les beaux discours du gouvernement chinois sur son engagement à faire respecter les droits de l'homme et l'Etat de droit. Le gouvernement chinois doit immédiatement faire fermer ces installations, ordonner des enquêtes sur les personnes qui s'en occupent et fournir aide et assistance à tous ceux qui en ont été victimes." **L'objectif du pouvoir est apparemment de ralentir l'afflux de plaignants, de les décourager et de les empêcher de faire des vagues avec les autorités locales**. Les prisons clandestines ont poussé comme des champignons depuis l'abolition de la détention arbitraire pour les vagabonds et autres voyageurs arrivant à Pékin sans autorisation de résidence. Les responsables locaux sont également sous pression et s'efforcent de juguler le nombre de plaignants originaires de leur région, car un afflux massif risquerait de les pénaliser vis-à-vis de leur hiérarchie. **L'incarcération et l'intimidation de leurs concitoyens leur semblent préférables**.

13.11.2009 | Clifford Coonan | [The Independent](#)